

ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. RAIF BADAWI CONDAMNÉ À 10 ANS DE PRISON ET À LA FLAGELLATION

Raif Badawi, fondateur d'un site internet, a été sanctionné de 10 ans de prison, 1 000 coups de fouet et une amende. Cet homme est un prisonnier d'opinion.

Raif Badawi a été condamné le 7 mai 2014 par le tribunal pénal de Djedda à 10 ans d'emprisonnement, 1 000 coups de fouet et une amende d'un million de riyals saoudiens (soit presque 200 000 euros) pour avoir créé et géré le site internet « Libérez les libéraux saoudiens », et insulté l'islam.

Le 29 juillet 2013, la même juridiction a déclaré cet homme coupable de plusieurs infractions, notamment d'avoir bafoué la loi relative aux technologies de l'information et insulté les autorités religieuses au travers de ses messages et ceux d'autres personnes publiés sur son site. Raif Badawi avait alors été sanctionné de sept ans de prison et 600 coups de fouet. Par ailleurs, le juge a ordonné la fermeture du forum en ligne. Néanmoins, cette sentence a été annulée en appel et la cour d'appel a renvoyé l'affaire devant le tribunal pénal de Djedda.

Raif Badawi doit attendre de recevoir le verdict par écrit pour pouvoir faire appel. Son avocat, Waleed Abu Khair, est également en prison, accusé de charges liés son militantisme pacifique. Raif Badawi a été inculpé d'« apostasie », crime passible de la peine de mort en Arabie saoudite. Il est détenu depuis le 17 juin 2012 dans une prison de Briman, à Djedda.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Raif Badawi immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion détenu seulement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- priez-les instamment de ne pas appliquer la peine de flagellation car elle bafoue l'interdiction de la torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants prévue par le droit international.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 JUILLET 2014 À :

Roi d'Arabie saoudite et Premier ministre

King Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud
The Custodian of the two Holy Mosques
Office of His Majesty the King
Royal Court, Riyadh, Arabie saoudite

Fax (via le ministère de l'Intérieur) :

+966 1 403 3125 (merci de vous

montrer persévérant-e)

**Formule d'appel : *Your Majesty*, / Sire,
(Votre Majesté, dans le corps du
texte)**

Ministre de l'Intérieur

Prince Mohammed bin Naif bin Abdul
Aziz Al Saud
Ministry of the Interior, P.O. Box 2933
Airport Road, Riyadh 11134
Arabie saoudite

Fax : +966 11 403 3125 (merci de vous

montrer persévérant-e)

**Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :

Ministre de la Justice

Mohammed bin Abdulkareem Al-Issa
Ministry of Justice, University Street
Riyadh 11137, Arabie saoudite

**Fax : + 966 1 401 1741 / +966 1 402
0311**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la quatrième mise à jour de l'AU 03/13. Pour plus d'informations : <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE23/001/2014/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. RAIF BADAWI CONDAMNÉ À 10 ANS DE PRISON ET À LA FLAGELLATION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le procès de Raif Badawi a commencé en juillet 2012 devant le tribunal général de Djedda. Le 21 janvier 2013, cette juridiction a transmis le dossier au tribunal pénal de Djedda (auparavant appelé tribunal de district), au motif qu'elle n'était pas compétente pour juger cette affaire, car elle estimait que Raif Badawi n'avait pas insulté l'islam et ne pouvait donc pas être accusé d'apostasie. Néanmoins, le procureur général a insisté pour que cet homme soit jugé pour cette infraction. L'affaire a ensuite été transmise à une cour d'appel pour déterminer si elle devait être examinée par le tribunal pénal de Djedda ou par une autre instance, notamment le tribunal général de Djedda, qui est compétent pour juger les affaires d'apostasie. La cour d'appel de Djedda a finalement renvoyé le dossier au tribunal pénal, qui a condamné Raif Badawi le 29 juillet 2013 à sept ans d'emprisonnement et 600 coups de fouet. Son avocat a fait appel, avançant que le juge en charge de l'affaire n'occupait ses fonctions que de manière temporaire et manquait d'impartialité. Le 11 décembre 2013, la cour d'appel a jugé que l'affaire devait être à nouveau révisée et l'a renvoyée devant le tribunal pénal de Djedda. Le 25 décembre, le juge du tribunal pénal a conclu qu'il n'était pas compétent pour réexaminer ce dossier car le prévenu était accusé d'apostasie. L'affaire a été une nouvelle fois transmise à la cour d'appel de Djedda pour qu'elle décide de renvoyer l'affaire devant le tribunal pénal ou de la rejurer. Cette juridiction a choisi la première option, et le tribunal pénal de Djedda a condamné Raif Badawi à 10 ans de prison, 1 000 coups de fouets et une amende d'un million de riyals saoudiens (soit presque 200 000 euros).

Les autorités saoudiennes continuent de mener une campagne de persécution de grande ampleur à l'encontre des défenseurs des droits humains et des militants de la société civile, en engageant des poursuites judiciaires contre eux et en adoptant des mesures arbitraires, telles que l'interdiction de voyager. Le 15 avril dernier, soit quelques semaines avant la condamnation de Raif Badawi, son avocat Waleed Abu Khair, éminent défenseur des droits humains, a été arrêté après avoir comparu lors de la cinquième audience de son procès devant le Tribunal pénal spécial à Riyadh, la capitale du pays. Cet homme est accusé de plusieurs charges, dont « rupture d'allégeance et désobéissance au souverain », « création d'une organisation non autorisée (Observateur des droits humains en Arabie saoudite) » et « aide à la création d'une autre organisation (Association saoudienne des droits civils et politiques – ACPRA) ». Il a déjà été condamné pour des charges similaires à trois mois d'emprisonnement par le tribunal pénal de Djedda et a vu sa sentence confirmée le 6 février dernier par la cour d'appel de La Mecque (voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE23/009/2014/fr>).

Des dizaines d'autres défenseurs saoudiens des droits humains, dont les membres de l'ACPRA, souffrent particulièrement de cette répression. Cette organisation, créée en 2009, signale des atteintes aux droits humains et aide de nombreuses familles de personnes détenues sans inculpation à se retourner contre le ministère de l'Intérieur devant le Tribunal des plaintes, une juridiction administrative chargée d'examiner les plaintes déposées contre l'État et les services publics. La plupart de ses membres sont interrogés, placés en détention, jugés ou purgent de longues peines d'emprisonnement. Abdurahman al Hamid est le dernier membre en date de l'ACPRA à avoir été arrêté. Il a été appréhendé le 17 avril dernier et n'a été inculpé d'aucune infraction (voir <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE23/010/2014/en>).

Plusieurs autres groupes indépendants et militants en faveur des droits humains sont aussi victimes de harcèlement de la part des autorités saoudiennes. Le 17 avril dernier, Fadhel Maki al Manasif a été condamné par le Tribunal pénal spécial de Riyadh à une peine 15 ans de prison, assortie d'une interdiction de voyager subséquente de la même durée et d'une amende s'élevant à 100 000 riyals saoudiens (soit un peu plus de 19 000 euros). Les charges retenues contre lui sont liées à son militantisme et au fait qu'il ait signalé et documenté des actes de discrimination visant la population chiite en Arabie saoudite. Il aurait été victime de torture et d'autres mauvais traitements en détention (voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE23/008/2014/fr>).

Nom : Raif Badawi
Homme

Action complémentaire sur l'AU 03/13, MDE 23/012/2014, 23 mai 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL

